

L'hon. M. Hees: C'est exact. C'est ce que j'ai dit et presque toutes les délégations qui assistaient à la conférence se sont exprimées dans le même sens.

L'hon. M. Pickersgill: On se laisse glisser sur la pente...

L'hon. M. Hees: Ce qui semble agacer le député, c'est que lui-même et ses collègues ne représentaient pas le Canada à cette conférence, par suite de ce qui s'est passé le 10 juin 1957.

L'hon. M. Chevrier: La vieille rengaine!

L'hon. M. Fleming: Et, puisqu'ils ne représentent pas le Canada, ils le présentent mal.

L'hon. M. Hees: Par leur attitude et leur opposition au point de vue que le ministre des Finances et moi-même avons exprimé à Accra avec énergie et en toute sincérité au nom de tous les producteurs canadiens, les membres de l'opposition ont très nettement établi, dans leur démonstration de grande politique internationale, ou autre chose—je ne sais au juste ce qu'ils visaient—qu'ils sont parfaitement disposés à voir diminuer ces relations commerciales si importantes, même au détriment du rendement des possibilités de gagner leur vie et du niveau d'existence de nos producteurs canadiens. C'est bien ce qu'ils disent, en effet. Nous avons exposé une opinion sincère au nom de ces producteurs. Or, les vis-à-vis s'opposent à ce que nous avons fait. Ils disent par conséquent: «Vous auriez dû rester les bras croisés et vous taire. Vous auriez agi en bons petits garçons, comme nous l'avons fait quand nous étions au pouvoir et que nous assistions à des réunions de ce genre». Tout ce qu'ils ont dit étaient des platitudes qui ne signifiaient rien, et ils ont laissé l'autre gouvernement agir sans savoir quelle était l'opinion du Canada.

L'hon. M. Chevrier: Jetez donc un coup d'œil sur le niveau d'existence là-bas.

L'hon. M. Hees: Nous nous sentions tenus de faire savoir au gouvernement britannique ce que le Canada pensait de l'affaire. Les autres délégués du Commonwealth ont fait exactement la même chose.

L'hon. M. Pickersgill: Si j'étais le ministre des Finances, je dirais que c'est faux.

L'hon. M. Hees: Monsieur le président, cet après-midi, et depuis que nous sommes rentrés d'Accra, nous n'avons entendu que des protestations. Toutefois, l'autre chef de l'opposition, le député d'Essex-Est, n'avait pas encore fait de proposition positive au nom de son parti. Il l'a fait à Charlottetown, comme on le voit dans un communiqué de la *Presse canadienne* paru dans le *Journal*

[L'hon. M. Pickersgill.]

d'Ottawa du 27 septembre. Je tiens à lire ce que la *Presse canadienne*, agence de nouvelles sûre...

L'hon. M. Pickersgill: Excepté à Accra!

M. Benidickson: C'était la *British United Press*.

L'hon. M. Hees: Je n'ai pas à commenter les lignes qu'un journaliste a cru bon d'écrire.

L'hon. M. Pickersgill: Votre jumeau l'a fait.

L'hon. M. Hees: Vous parlez de ce que je suis en train de dire. Voici ce que l'autre chef de l'opposition a déclaré à Charlottetown, comme la *Presse canadienne* le relate; si quelqu'un s'intéresse à l'article, le voici:

L'attitude du gouvernement du Canada devant l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun européen est erronée et négative, a déclaré le député libéral Paul Martin au congrès organisé en vue de nommer un chef au parti libéral de l'Île du Prince-Édouard, lundi dernier.

L'ancien membre du cabinet libéral a déclaré que le gouvernement Diefenbaker devrait essayer de rattacher la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada au groupe européen dans le cadre de la communauté nord-atlantique, plutôt que de sermonner le Royaume-Uni sur sa politique commerciale.

M. Benidickson: Qu'y a-t-il à redire à cela?

L'hon. M. Hees: Il m'intéresse beaucoup de constater que tous les membres du parti libéral présents à la Chambre applaudissent à cette déclaration. Ils sont en faveur de notre adhésion à un groupe commercial formé de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Europe. Or, monsieur le président, cela n'implique rien moins que le libre-échange avec ces pays et avec les États-Unis.

L'hon. M. Pickersgill: Demandez au ministre des Finances son interprétation.

L'hon. M. Hees: C'est exactement ce que préconisait le député d'Essex-Est au nom de son parti et tous les députés libéraux présents à la Chambre ont applaudi.

Voilà une intéressante proposition, le libre-échange. Cela nous ramène à l'élection de 1911, l'élection de la réciprocité. Dans sa proposition, l'honorable député d'Essex-Est semble oublier que les entreprises industrielles des États-Unis, qui jouissent d'un marché dix fois plus grand que celui du Canada, peuvent d'habitude produire sur une bien plus grande échelle et à bien meilleur compte que les usines semblables du Canada. S'il y avait libre-échange avec le Canada, ce que le parti libéral préconise maintenant en Chambre, les usines américaines augmenteraient simplement leur production de 10 p. 100, à bien peu de frais supplémentaires, et verseraient